

Démission du chef des juges européens au Kosovo

Malcolm Simmons dénonce des dysfonctionnements au sein de la mission Eulex, chargée de la justice

ENTRETIEN

Malcolm Simmons est juge depuis 2008 pour la mission de l'Union européenne pour la promotion de l'Etat de droit au Kosovo (Eulex) et préside depuis 2014 son assemblée des juges. Ce magistrat britannique annonce au *Monde* sa démission en dénonçant des graves dysfonctionnements au sein de cette institution censée juger les cas de corruption les plus graves et certains crimes de guerre dans ce petit Etat des Balkans, devenu indépendant en 2008, sous le parrainage de l'UE et des Etats-Unis.

Pourquoi démissionnez-vous ?

Ces dernières semaines, j'ai dénoncé plusieurs cas de corruption au sein de la mission. En particulier, j'ai soulevé la question du piratage de mon courriel privé par un autre juge d'Eulex. J'ai demandé au ministère britannique des affaires étrangères et à l'UE d'en référer à la police. Ils ont tous les deux refusé de me soutenir.

Comment savez-vous que ce juge a piraté votre courriel ? Pourquoi aurait-il fait ça ?

Ce juge en a parlé à plusieurs autres juges et leur a montré certains courriels. Il voulait savoir ce que je savais sur sa relation avec une autre juge, parce qu'il savait que je faisais des recherches à ce sujet. J'avais en effet reçu une requête de la défense dans le dossier Drenica sur la façon dont le jury a été composé. Or il avait demandé que cette juge soit nommée dans ce dossier. Il m'avait dit qu'ils avaient une relation et qu'il voulait passer plus de temps avec elle... Tout cela va l'encontre de la procédure normale.

Ce n'est pas la seule chose qui ne fonctionne pas chez Eulex, selon vous...

Eulex n'est pas une mission visant à promouvoir un Etat de droit. C'est une mission politique. Quiconque pense le contraire est soit naïf, soit stupide. Eulex voulait faire tomber une partie de la classe politique kosovare, comme Fatmir Limaj [ex-commandant de la guérilla albanophone UCK et président du parti Initiative pour le Kosovo], accusé de crimes de guerre. Je présidais le tribunal dans son procès en 2013 et j'ai vite compris que la mission souhaitait lui barrer la route à l'approche des élections. Le président des juges d'Eulex de l'époque, Charles Smith, m'a dit que la mission voulait que M. Limaj soit condamné. Il a fait pression sur moi, pressions que j'ai prises comme une menace personnelle. Je l'ai rapporté à l'ambassade du Royaume-Uni, mais je crois que le gouvernement britannique ne voulait pas ternir l'image de la mission. Cela a aussi été le cas dans d'autres dossiers. Il y a des pressions constantes sur les juges.

Les ratés d'Eulex étaient déjà connus. Pourquoi avoir accepté le poste de président des juges si vous pensiez la mission minée par la corruption ?

Naïvement, je pensais qu'à ce poste, je pourrais renverser la vapeur. Mais il était évident dès le départ que les forces opposées étaient trop puissantes. Par exemple, j'ai signalé le cas d'un juge américain qui siégeait à la Cour constitutionnelle. Il n'était pour ainsi dire jamais là, il a disparu pendant des mois et pourtant il continuait à percevoir son salaire ainsi que son indemnité journalière de la part de la mission. Cette dernière voulait s'en débarrasser, mais elle a été stoppée par

Kenneth Deane, chargé de la tutelle au sein des services européens pour l'action extérieure à Bruxelles. Il a demandé à ce qu'aucune sanction ne soit prononcée, car il craignait que ce juge quitte son poste. Si son poste était laissé vacant, cela diminuerait l'influence internationale au sein de la Cour constitutionnelle. Quelqu'un l'a rapporté à l'Office européen de lutte antifraude, qui a conduit une enquête et a conclu que ces allégations étaient vraies.

Une autre juge à la Cour constitutionnelle est aussi dans ce cas-là. Elle avait un second emploi, alors qu'elle était supposée travailler pour la mission et continuait de percevoir son salaire de temps plein. Lorsque j'ai signalé cette juge à la mission, Eulex a refusé de faire quoi que ce soit. Face à mon insistance, le chef adjoint de la mission a fini par me dire qu'il parlerait à cette juge, mais que je ne pourrais pas assister à la réunion. Là encore, ils ont tenté de dissimuler un acte répréhensible. Je pense qu'ils gagnaient environ 8 000 euros par mois, peut-être plus, et touchaient également 2 000 à 3 000 euros d'indemnités journalières par mois. Et ce n'est que la partie émergée de l'iceberg... Bruxelles était au courant, mais n'a rien voulu faire.

Vous avez dénoncé tout cela à Bruxelles et demandé le statut de lanceur d'alerte, avez-vous reçu une réponse ?

Non. J'ai adressé une plainte à M. Deane, le chef de l'autorité de tutelle d'Eulex, et je lui ai demandé d'en référer à ses supérieurs à Bruxelles pour ouvrir une enquête. A mon avis, ni lui ni personne appartenant à ses ser-

« Eulex est une mission politique,

qui voulait faire tomber une partie de la classe politique kosovare »

vices ne sont en position de conduire cette investigation, car ils sont impliqués dans certaines affaires que je dénonce. Puis j'ai découvert qu'il avait demandé à son adjoint, lui aussi impliqué, de conduire cette enquête.

J'ai donc choisi de me tourner vers Federica Mogherini. Je lui ai écrit à deux reprises et n'ai reçu aucune réponse. Pour moi, cela montre clairement comment l'Union européenne se comporte vis-à-vis de la corruption. Une personne haut placée au sein d'une

mission porte à leur attention des allégations de corruption et ils échouent à mettre sur pied une enquête indépendante, qui ferait la lumière sur tous ces actes répréhensibles. Ils veulent étouffer l'affaire. J'invite M^{me} Mogherini à transmettre ces éléments à la police et à demander l'ouverture d'une enquête. S'ils veulent vraiment s'attaquer à la corruption, c'est ce qu'ils devraient faire.

J'ai pris du plaisir dans mon travail, mais je ne peux plus faire partie de cette organisation. Ils veulent que le gouvernement kosovar rentre dans le rang et fasse ce que l'UE lui dit de faire. Beaucoup de mes collègues sont honnêtes et droits. Mais ils ne combattent pas le système, ils s'en accommodent, car ils savent que s'il leur venait à l'idée d'agir correctement, il leur arriverait des problèmes. Donc ils ne font rien. Je ne veux plus faire partie de cette farce. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
HUGO LEMONIER

Une mission qui enchaîne les scandales

LA DÉMISSION DE MALCOLM SIMMONS est le deuxième scandale d'ampleur que doit affronter Eulex depuis sa création en 2008. L'organisme européen chargé de superviser la police et la justice kosovares et de traiter les dossiers de corruption et de crimes de guerre les plus sensibles avait déjà été secoué en 2014 par les accusations d'une procureure britannique, Maria Bamieh, qui avait critiqué plusieurs de ses collègues pour avoir accepté des pots-de-vin afin de bloquer des dossiers sensibles. Elle avait été mise à pied à l'issue de ces accusations.

L'Union européenne avait mandaté un expert français qui avait reconnu que « *l'affaire a été traitée d'une manière déplorable, par-dessus la jambe* », mais sans forcément de volonté d'enterrer ces accusations. Eulex a classé sans suite cette affaire en 2016, en affirmant qu'il n'y avait aucune preuve. Sollicitée par *Le Monde*, la porte-parole du service européen pour l'action extérieure rejette aujourd'hui les accusations de M. Simmons en assurant qu'une enquête a été ouverte « *cet automne, conformément au code de conduite et de discipline* ». Elle a été confiée à un ancien juge de la cour de justice de l'Union européenne, Aindrias O Caoimh. « *Il a demandé à M. Simmons de fournir toutes les preuves en sa possession, mais il ne l'a malheureusement toujours pas fait* », assure cette porte-parole.

M. Simmons refuse de transmettre les preuves en contestant l'indépendance de cette enquête, car ses résultats seront sou-

mis à ses supérieurs et non à Federica Mogherini, la représentante de l'Union européenne pour les affaires extérieures.

Ambiance délétère

Cette nouvelle affaire dénote l'ambiance délétère qui règne au sein d'Eulex entre les juges. A Bruxelles, on estime ainsi que M. Simmons aurait proféré ces accusations à la suite de plaintes contre lui formulées par deux de ses collègues, ce qui aurait entraîné une convocation devant le comité de discipline d'Eulex... De quoi ternir un peu plus la réputation de cet organisme européen déjà régulièrement accusé de fermer les yeux sur les dossiers de corruption les plus sensibles au nom de la stabilité d'un Etat encore fragile. A tel point qu'Eulex et ses 800 employés internationaux aux rémunérations généreuses donnent parfois l'impression d'avoir adopté les pratiques locales, plutôt que de véritablement lutter contre.

« *On ne peut pas avoir la même mission qui conseille le ministre de la justice du Kosovo et le lendemain le procureur de cette mission qui arrête ce ministre* », avait déjà dénoncé en 2015 Andrea Lorenzo Capussela, un ancien fonctionnaire international en poste au Kosovo. La mission et son budget de 63 millions d'euros courent jusqu'en juin 2018. Mais en 2014, son importance a été réduite. Depuis, elle doit se limiter à soutenir les juges et les inspecteurs kosovars et à se saisir uniquement de certains dossiers les plus sensibles. Selon les derniers chiffres disponibles, les juges d'Eulex ont prononcé 620 verdicts depuis 2008. Mais aucun dirigeant politique kosovar d'importance n'a été condamné pour corruption. ■

JEAN-BAPTISTE CHASTAND ET H. LE.